

https://www.lemonde.fr/societe/article/2020/04/08/coronavirus-la-france-sur-la-piste-de-son-patient-zero_6036012_3224.html

Le Monde

Se connecter



Qui est la première personne à avoir été infectée par le Covid-19 en France ?

Un militaire, un agent secret, une hôtesse de l'air ? « Le Monde » a eu accès à l'enquête épidémiologique qui remonte la chaîne de contamination dans l'Oise, où les premiers cas sont apparus.

Le 31 janvier, un Airbus A340 de l'armée de l'air française décolle de l'aéroport de Wuhan-Tianhe, en Chine. Objectif : rapatrier des ressortissants français de cette ville industrielle et tentaculaire de 11 millions d'habitants, épice de l'épidémie de Covid-19. Un mois après les premières alertes de médecins chinois, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) vient de déclarer « l'urgence internationale » face au coronavirus. En ce dernier jour du mois, ce sont des militaires qui assurent le premier rapatriement, les suivants seront assurés par des avions civils.

Dans l'appareil se trouvent 193 civils : des Français travaillant à Wuhan, mais aussi quelques fonctionnaires du centre de crise du Quai d'Orsay. Ils sont encadrés par dix-huit membres d'équipage – quatorze engagés de l'escadron Esterel, habitués aux missions sensibles, trois médecins du service de santé des armées, un mécanicien. D'ordinaire, ces militaires – en « surblouse transparente, gants, lunettes en Plexiglas et masque FFP2 », selon une jeune passagère – sont basés à Creil, dans l'Oise, au nord de Paris. Un lieu ultrasécurisé, cette « base aérienne 110 ». Située à quelques kilomètres de Senlis et de l'aéroport de Roissy, elle abrite également la direction du renseignement militaire, la très secrète DRM. Pas tout à fait Le Bureau des légendes, mais presque.

L'individu qui a contribué, bien involontairement, à diffuser la maladie dans ce département d'environ 825 000 habitants se trouvait-il à bord de cet appareil, comme la rumeur locale l'assure, prospérant sur la communication erratique de l'armée et des autorités sanitaires ? Ou bien ce « patient zéro » avait-il été infecté auparavant, et ailleurs ? Le Monde a remonté le fil de cet épisode épidémique qui a emporté le premier patient français, le 25 février, alors que le

pays ignorait encore ce qui l'attendait.

Le vendredi 31 janvier, en milieu de journée, l'Airbus en provenance de Chine atterrit non pas à Creil, mais sur la base militaire d'Istres, dans les Bouches-du-Rhône. La petite colonie d'expatriés en sort un peu groggy après douze heures de vol et l'attente à l'aéroport de Wuhan. Avant d'embarquer, les médecins militaires ont exigé qu'ils se lavent les mains et qu'ils portent un nouveau masque. Ils ont pris la température de chacun tout en traquant, par une série de questions, d'éventuels symptômes. « Deux des passagers dont le nez coulait et qui avaient une très légère fièvre ont d'ailleurs failli être laissés sur place, avant d'être finalement isolés dans la queue de l'appareil », raconte Agathe Serres, étudiante en éthologie à l'université de Wuhan, l'une des 193 rapatriés.

Le vol a effectué un strict aller-retour sans escale jusqu'à Istres, dit-on avec insistance au ministère des armées. Une fois sur place, les passagers ont été placés en « quatorzaine » au club Vacancier, un centre de vacances situé en lisière de la station balnéaire de Carry-le-Rouet. Tandis que les membres de l'escadron Esterel débarquent sur la base d'Istres de grandes cantines de matériel, les passagers rejoignent une tente où la ministre de la santé, Agnès Buzyn, entourée de ses conseillers, prononce un bref discours. L'heure n'est pas à la panique : trois jours plus tôt, Mme Buzyn n'avait pas prévu de parler de la menace du coronavirus lors de ses vœux à la presse.

Le secret de la base de Creil

Pour les rapatriés de Wuhan, les règles du ministère des armées sont strictes : il leur faut rester « cloîtrés » deux semaines avec un masque ; tous seront testés « deux fois, et parfois trois » (tous seront négatifs). En revanche, la procédure n'est pas du tout la même pour l'équipage. Il repart vers l'aéroport de Roissy, où les avions siglés « République française » ont l'habitude de se poser : la base de Creil, à 40 kilomètres de là, n'a plus d'« aérienne » que le nom, puisque sa plate-forme aéronautique a été fermée le 31 août 2016. De Roissy, chacun des dix-huit membres de l'équipage regagne son domicile sans « repasser par la base », affirme le ministère des armées.

Pour ces hommes et femmes, jeunes et sportifs, souvent pilotes eux-mêmes, qui savent aussi bien exfiltrer des militaires de zones de guerre qu'accompagner les voyages officiels, un « protocole de surveillance » a été prévu : confinement à domicile, distanciation sociale, prise de température. « Ils ont été testés », ajoute même la ministre des armées, Florence Parly, le 4 mars, sur France 2. En réalité, ils n'ont été ni testés ni strictement confinés, apprendra-t-on au cours de deux semaines de cafouillage.

Même si le ministère des armées refuse de l'admettre, les dix-huit militaires n'ont « pas eu de tests biologiques ». La confiance vient d'une personne bien informée : le colonel Bruno Cunat, responsable de la base de Creil. Cet ancien pilote de chasse a travaillé un temps au service de communication du ministère de la défense. Autant dire qu'il sait le poids des mots quand il s'exprime ainsi dans *Le Parisien* du 2 mars. « Il n'y avait pas de raison de les confiner » dans leurs maisons ou leurs appartements, ajoute-t-il, puisqu'« ils n'étaient pas classés à

risque ». A l'époque, tout le monde écarte encore trop vite le cas des porteurs asymptomatiques.

Une soixantaine de familles travaillant sur la base – civils et militaires – habitent Creil, une ville populaire de 35 000 habitants, mais la plupart des officiers sont installés dans des communes plus chics telles que Senlis ou Chantilly. Leurs conjoints travaillent dans les environs, leurs enfants fréquentent les établissements scolaires publics et privés de la région.

« Les proches des agents ayant effectué cette mission n'ont pas été soumis aux mêmes suivis », fait savoir aujourd'hui le ministère au Monde. En clair : les conjoints et les enfants des membres d'équipage ont donc, selon toute vraisemblance, continué à fréquenter leur bureau, leurs amis, leurs écoles. Lesquels ? Secret-défense.

Il faut dire que la base est un lieu particulier, où s'activent plusieurs centres spécialisés dans l'analyse des émissions électromagnétiques, l'interprétation de l'imagerie, le renseignement géospatial, l'analyse du cyberspace et le renseignement humain.

On y pratique aussi bien « l'espionnage » en analysant les données satellites qu'en « débriefant » les agents ou les soldats de retour de mission. « Un Etat dans l'Etat, reconnaît le socialiste Jean-Claude Villemain, élu à Creil depuis trente-sept ans, dont douze comme maire. L'armée peut d'ailleurs construire n'importe quel bâtiment sur la base sans demander le moindre permis de construire. »

Deux habitants tombent malades

La « quatorzaine » théorique des militaires s'achève mi-février, sans que personne soit malade. « Ils n'étaient pas porteurs du virus », affirme Mme Parly, malgré l'absence de tests. « Aucun symptôme », assure plus prudemment le commandant de la base.

Au même moment, deux habitants de l'Oise tombent malades. Mercredi 12 février, Dominique Varoteaux, professeur de technologie au collège Jean-de-La-Fontaine, à Crépy-en-Valois (15 000 habitants), a de la fièvre. Son généraliste diagnostique une grippe et le met aussitôt en congé de maladie, à trois jours des vacances scolaires.

M. Varoteaux, qui enseigne dans quatre classes, garde d'abord le lit chez lui, à Vaumoise, un village situé à la « frontière » entre l'Oise et l'Aisne, à une demi-heure de voiture de Creil. Cet homme de 60 ans, proche de la retraite, est conseiller municipal. Même si sa santé est parfois fragile, personne ne s'inquiète outre mesure. Elèves et enseignants du collège s'apprêtent à s'éparpiller pour les vacances sans imaginer l'épidémie à venir.

Le lendemain, jeudi 13 février, Jean-Pierre G., habitant à La Croix-Saint-Ouen, en bordure de la forêt de Compiègne, est lui aussi terrassé par la grippe. Du moins le croit-il. Dans cette commune de 5 000 habitants, où il est né il y a cinquante-cinq ans, tout le monde sait qu'il travaille « à la base », à 30 kilomètres de là. Ce civil y est contrôleur de prestation. « Il s'occupait des marchés extérieurs, précise son fils au Monde. C'est lui qui passait les contrats avec les femmes de ménage ou les jardiniers. » C'est un grand sportif, entraîneur au club de

plongée de Compiègne, membre du club de badminton de sa ville.

Le dimanche 16 février, Jean-Pierre G. a pourtant beaucoup de mal à respirer. A 9 heures du matin, sa femme, Nathalie, appelle le SAMU, qui le conduit à l'hôpital de Compiègne. En fin d'après-midi, il est hospitalisé en endocrinologie, service où il partage une chambre double avec un autre patient. L'hôpital n'a pas de lit disponible en pneumologie. « Les infirmières n'avaient, là non plus, aucune protection », a confié l'épouse de Jean-Pierre G. au Parisien. La veille, la France a recensé son premier mort du Covid-19, un touriste chinois de 80 ans, hospitalisé à Bichat. Un cas « importé », en quelque sorte, qui n'inquiète personne.

Le fils de Jean-Pierre G. est formel : sa mère a précisé tout de suite le lieu de travail de son mari à l'hôpital et au chef du service d'endocrinologie. « Il n'y a eu aucune pression de la base pour qu'il taise quelque chose », assure-t-il aujourd'hui au Monde. Malgré les soins, l'état du malade, négatif à la grippe, se dégrade encore. Le 18, il est transféré en réanimation, placé dans un coma artificiel et intubé. Le 22 février, contact est pris par l'hôpital de Compiègne avec l'infectiologue référent du CHU d'Amiens, dans la Somme, qui ne prescrit pas de test du Covid-19, car le patient ne revient pas de Chine ou d'une « zone à risque ».

« Vous avez un Covid-19 chez vous »

Dans la soirée du 23 au 24, Jean-Pierre G. est évacué en urgence vers le CHU d'Amiens. Son cas est complexe, et le centre hospitalier de Compiègne ne dispose pas d'ECMO, un matériel d'oxygénation offrant aux patients une assistance à la fois cardiaque et respiratoire.

Le lendemain matin, le 25 février, deux chefs de service de l'établissement de Compiègne décident d'envoyer parallèlement ses « prélèvements primaires » – les tests sanguins – au centre national de référence, à Paris. Dans la soirée du 25 février, la sentence tombe par téléphone : « Vous avez un Covid-19 chez vous. »

L'hôpital d'Amiens a lui aussi commandé un test. Les résultats arrivent en même temps et confirment le diagnostic. Aussitôt déclaré à Santé publique France, l'agence qui assure, depuis 2016, la surveillance épidémiologique du pays, Jean-Pierre G. devient le « cas 15 », le 15^e malade atteint du Covid-19, en France, dans la comptabilité du ministère de la santé. A l'époque, on parvient encore à recenser les patients...

Quelques heures plus tard, dans la nuit du 25 au 26 février, M. Varoteaux, l'enseignant du collège de Crépy-en-Valois, meurt d'une embolie pulmonaire massive dans le service de réanimation de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, à Paris. Son décès est un électrochoc : jusqu'ici, il était cité comme le « cas 17 ». Le prof de techno de l'Oise devient ainsi le premier Français tué par le coronavirus.

Comme le pays est insouciant, pourtant, ce 26 février ! A Lyon, les supporters de la Juventus Turin déferlent dans le centre-ville pour le match du soir contre l'Olympique lyonnais et se plaignent de la « psychose » que leur présence déclenche. Le même jour, malgré la mort du professeur de Crépy, le nouveau ministre de la santé, Olivier Véran, assure d'ailleurs, lors du « point de situation » quotidien à son ministère : « Il n'y a pas d'épidémie en France », mais

seulement « des patients isolés, des cas que l'on sait expliquer, par un voyage ou un contact avec une personne contaminée ».

Des cas « que l'on sait expliquer » ? En ce qui concerne M. Varoteaux, ce n'est pas exact : personne ne sait encore, à ce moment-là, comment il a été infecté. Six épidémiologistes et médecins de Santé publique France et de l'agence régionale de santé (ARS) sont d'ailleurs sur le pont depuis la veille pour remonter la piste des contacts des deux patients de l'Oise. Ils ont été informés en même temps de la mort du professeur de Crépy-en-Valois et du résultat positif du test de Jean-Pierre G. Depuis, ils passent de longues heures à interroger les épouses de ces derniers. « Je suis restée jusqu'à 3 heures du matin au téléphone avec l'ARS, qui commençait son enquête pour remonter la piste », a confirmé au Parisien Nathalie G.

Pas de contacts avec la Chine

Ces scientifiques traquent les épidémies comme des policiers pistent les tueurs en série. Infections alimentaires en France, virus Ebola en Afrique, coronavirus au Moyen-Orient... Ils savent décomposer les chaînes de transmission jusqu'à ces fameux « patients zéro », comme on appelle ces cas « index », les premières personnes à avoir été contaminées par un agent pathogène, lors d'une épidémie .

« Nous avons commencé les interrogatoires immédiatement, questionnant les conjoints, les collègues, les voisins, les amis cités comme contacts par la famille proche du malade », explique Alexandra Mailles, une des épidémiologistes du groupe. La première étape ? Etablir la liste des personnes que Jean-Pierre G. et M. Varoteaux, « cas 15 » et « cas 17 », ont fréquentées.

Les épidémiologistes s'inquiètent de ce qui ressort des entretiens. « Jusque-là, les cas de Covid-19 recensés en France étaient tous, sauf un, des cas importés, c'est-à-dire que tous avaient un lien, d'une façon ou d'une autre, avec la Chine, révèle Mme Mailles. Cette fois, nous étions en présence de deux cas autochtones, sans contact avec ce pays. »

Ces limiers des virus comprennent aussi que le professeur du collège de Crépy-en-Valois et le civil de la base de Creil « ont été diagnostiqués tardivement, ont côtoyé différentes communautés et ont été hospitalisés sans mesures de protection particulières ». A l'époque, on ne parle pas encore de gestes barrière, autant dire qu'ils ont pu disséminer le virus sans le savoir.

Si, dans l'Oise et ailleurs, la mort de M. Varoteaux est un traumatisme, la nouvelle de la contamination d'un civil de la base allume deux moteurs puissants : la rumeur et la peur. Entre le 25 février, jour où M. G. est détecté positif, et le 4 mars, le virus se répand à une vitesse foudroyante : seize cas sont alors confirmés sur la base, plus un cas probable. Quatre de ces personnes sont alors hospitalisées à l'hôpital d'instruction des armées Bégin, à Saint-Mandé, dans le Val-de-Marne. Les deux cas les plus graves concernent deux « personnels civils de la défense », dont l'un est toujours aujourd'hui hospitalisé à Amiens, indique au Monde le ministère des armées.

« Connaissez-vous Valérie M. ? »

L'ARS poursuit ses investigations dans l'Oise. Le 27 février, elle convoque une réunion avec le préfet, le sous-préfet, ainsi que le maire de Crépy-en-Valois, Bruno Fortier. Il va falloir fermer et désinfecter le collège Jean-de-La-Fontaine, sans oublier de mettre en quarantaine tous les élèves et le personnel. A l'issue de la réunion, le maire reçoit un appel d'une enquêtrice du petit groupe d'épidémiologistes : « Connaissez-vous Valérie M. ? »

La femme qui intéresse la scientifique est professeure au lycée Jean-Monnet, à 300 mètres du collège, et c'est une amie de l'épouse du professeur Varoteaux, enseignante elle aussi à Jean-Monnet. Un test vient de révéler Valérie M. positive au Covid-19. Gravement malade, elle a été emmenée à l'hôpital de Tourcoing (Nord), chargé, avec celui de Lille, de désengorger les hôpitaux picards. « Au moment même où je lui répondais, je me suis mis à tousser », se souvient M. Fortier.

Le 13 février, le maire se le rappelle, s'est en effet tenu le dernier conseil communautaire avant les vacances. Cent personnes, parmi lesquelles Gilles Petitbon, le maire de Vaumoise, qui comptait dans son conseil municipal M. Varoteaux, ainsi que Valérie M., elle-même membre de l'équipe municipale d'un village voisin. « On avait trinqué au champagne... Interrogée par les épidémiologistes, l'épouse du professeur Varoteaux a cité Valérie, qui m'a cité à son tour, raconte Bruno Fortier, et je me suis retrouvé à dresser moi aussi une liste de ceux que j'avais approchés. » Entre-temps, le maire de Crépy-en-Valois s'est fait dépister. Positif.

Informés, une dizaine de chercheurs et de laborantins de l'Institut Pasteur arrivent à Crépy-en-Valois, afin de prélever des échantillons sanguins des enfants et des adultes du lycée Jean-Monnet. L'équipe de Pasteur n'est pas chargée de l'enquête, mais il faut essayer de comprendre comment, à partir de ce panel grandeur nature d'individus en contact avec le virus, les organismes réagissent et fabriquent des anticorps.

Le 29 février, lors de son point presse, Jérôme Salomon, le numéro deux du ministère de la santé, révèle que l'Oise compte désormais trente-six cas de Covid-19, faisant de ce département le plus important foyer du moment. Au passage, il divulgue quelques détails sur les recherches des épidémiologistes. « L'enquête, toujours en cours, a découvert que deux personnes ont été malades assez précocement, début février, exposées sans doute à un malade antérieur qui reste à définir et qui serait le patient zéro. » « Patient zéro »... Pour la première fois, le terme est lâché.

Scénario à la « Contagion »

Ce jour-là, M. Salomon clôt « la piste d'un vol de retour de Wuhan et contaminant » : « Il n'avait aucun passager positif à son bord. » Il révèle en revanche un détail inédit : l'un des deux malades précoces dont il vient de parler « a des contacts réguliers avec une amie qui travaille sur la base aérienne de Creil ». Une nouvelle femme apparaît dans le scénario, et ce n'est plus Valérie M. « C'est l'hypothèse retenue pour la circulation du virus sur la base aérienne », ajoute M. Salomon. Un vrai polar.

L'Oise peine à croire que les militaires de la base de Creil n'y soient pour rien. Suspendu à la lecture du Courrier picard, du Parisien et d'Oise Hebdo, tout le département mène l'enquête. Simples citoyens, médecins, élus, chacun y va de sa théorie.

Les épidémies sont un terreau fertile pour l'imagination, et les rumeurs vont bon train. « On » dit que la base cache des choses, et s'abrite derrière le devoir de réserve. Un député assure que l'Airbus ayant fait Wuhan-Roissy n'aurait « pas été désinfecté », mais simplement nettoyé par le personnel de ménage de la base – celui que recrutait M. G. « Un protocole de décontamination scrupuleux de l'A340 de l'escadron Esterel ayant servi au rapatriement » a été suivi, fait savoir au Monde le ministère des armées.

Un autre parlementaire en est persuadé : le vol comptait un passager clandestin, « un agent secret français », rapatrié en urgence de Chine en raison de l'épidémie. Exceptionnellement, « il aurait pu rendre compte de sa mission directement sur la base ». Et s'il avait rapporté le virus avec lui ? « Conformément à la loi du 24 juillet 2015 relative au renseignement, et afin de préserver les impératifs de sécurité opérationnelle, le ministère des armées ne communique pas sur la posture liée aux actions de renseignement », répond la délégation à l'information et à la communication du ministère de la défense.

Chacun voudrait connaître le fin mot de l'histoire. Laurence Rossignol, sénatrice socialiste de l'Oise, adresse spontanément à l'Institut Pasteur une hôtesse d'Air France habitant dans le département. « Le 27 novembre précédent, cette navigante avait déclenché tous les symptômes du Covid-19 – extrême fatigue, fièvre, toux – au retour d'un vol Pékin-Paris », raconte Mme Rossignol. Deux mois et demi pour s'en remettre, a expliqué l'hôtesse, en assurant que son fils et sa fille avaient eux aussi attrapé la mystérieuse infection. Très, très tôt pour une infection au Covid-19, puisque le tout premier cas sur le territoire chinois aurait été enregistré le 17 novembre 2019... Une sérologie de l'hôtesse est néanmoins programmée.

Le film Contagion, de Steven Soderbergh, vient nourrir ces nouveaux scénarios. Ce thriller réalisé en 2011, juste après l'épidémie de grippe A(H1N1), est devenu, en ce printemps 2020, le film le plus téléchargé sur Internet. L'histoire ? Un sale virus se propage à travers le monde. Gwyneth Paltrow, qui revient de Hongkong, meurt subitement à son retour aux Etats-Unis. Entre la Chine et son foyer, où l'attendent mari et enfant, elle a fait une escale pour retrouver un amant. Ils seront les « patients zéro » américains de cette histoire... Dans l'Oise, un maire le suggère aussitôt à voix basse : et si certains couples infectés avaient entretenu des liaisons cachées, rendant certains aveux inavouables, épaississant encore un peu plus ce mystère ?

Qui est le « sédentaire de l'Oise » ?

Montrée du doigt et touchée par l'épidémie, la base militaire de Creil se referme comme une huître et livre ses informations au compte-gouttes, contribuant à alimenter les rumeurs. Les six épidémiologistes chargés du tracing du patient zéro reconnaissent devant Le Monde que, s'ils ont questionné les civils, « les personnels militaires ont été interrogés par le service de santé des armées ». Ce n'est pas la seule difficulté. Le virus est ultracontagieux, mais, parfois, la maladie reste discrète, et il faut retrouver dans un simple rhume passé, une grippe oubliée, tout ce qui pourrait ressembler à un symptôme du Covid-19.

Une centaine de personnes sont interrogées. A force d'établir des listes et des questionnaires, les épidémiologistes ont acquis la conviction que la contamination « était active depuis déjà plusieurs semaines ». « Entre le véritable début de l'épidémie et les cas de MM. Varoteaux et G., on compte au moins quatre à cinq générations de contamination, explique Mme Mailles.

Un « cas de première génération », en langage d'épidémiologiste, désigne une personne ayant contracté le virus dans une zone endémique (la Chine pour le Covid-19). Les individus que ce « cas index » contamine forment la deuxième génération. Ceux-là peuvent alors contaminer d'autres personnes qui constituent la troisième génération, etc. « Les premiers cas à la base militaire ne sont pas des cas de première génération », ajoute l'épidémiologiste.

Qui, alors, avant les deux premiers malades connus de l'Oise ? Un agent secret ? Une hôtesse de l'air ? Un touriste chinois ?

Autour de la base de Creil, certains avaient montré du doigt le personnel de Roissy-Charles-de-Gaulle, deuxième « hub » d'Europe, comme on nomme ces grosses plates-formes de correspondance aéroportuaire. Plus de 72 millions de passagers par an, dans une région devenue, avec l'aéroport de Beauvais, une plaque tournante de la mondialisation. Un agent de sûreté au terminal 2F de Roissy était d'ailleurs positif selon le test, mais, au vu de la date d'apparition des symptômes, l'ARS a coupé court à toute accusation. « Nous n'avons pas établi de lien de contamination entre la communauté de communes de Crépy ou de Creil et la zone aéroportuaire », affirme, de son côté, l'épidémiologiste de Santé publique France.

Le 13 mars, les scientifiques interrompent leur enquête. Et le bilan est surprenant. « Nous sommes remontés jusqu'à un cas de Covid-19 la deuxième semaine de janvier », dit au Monde Mme Mailles. Soit avant les trois premiers malades chinois officiellement recensés en France, le 24 janvier. Avant aussi l'arrivée de Chinois venus fêter avec la famille et la diaspora européenne le Nouvel An lunaire, la semaine du 20 janvier. « Bien avant, également, le vol de rapatriement de Wuhan escorté par les militaires. Avant, enfin, la suspension des voyages avec la Chine », ajoute-t-elle.

Pourquoi, dès lors, ne pas avoir jusqu'ici divulgué ces informations et fait taire les rumeurs ? La crainte de violer le secret-défense ? De commettre des indécrotesses ?

« Parce que les habitants de l'Oise ont déjà beaucoup souffert et qu'il est très difficile pour ceux qui se retrouvent dans la chaîne de contamination de savoir qu'ils ont contribué à la dispersion du virus », assure Santé publique France.

Mme Mailles accepte tout de même de livrer au Monde quelques indices sur le mystérieux patient zéro. « C'est quelqu'un qui était sédentaire dans l'Oise, avance-t-elle seulement. Ce n'est ni un navigant ni un bagagiste. Il n'a pas de lien avec l'aéroport, mais, quelque part, il y en a un avec la Chine. » L'épidémiologiste refuse de s'étendre davantage sur ce « sédentaire de l'Oise », qui, sans le savoir, aurait été le pyromane de la grande forêt virale de la région.